

Saint-Pierre-et-Miquelon : l'archipel peine à grandir

La collectivité d'outre-mer fête, cette année, le bicentenaire de sa rétrocession à la France. Depuis la fin de la grande pêche à la morue, l'État la maintient hors d'eau.

Reportage



C'est l'histoire d'un archipel, français depuis deux cent ans, fier de fêter son passé et pressé d'imaginer son avenir. Le « caillou », comme l'appellent ses habitants, est un confetti ancré à 25 km des côtes froides de Terre-Neuve et à 4 500 km de Paris. Une France en miniature, aux portes de l'Amérique du Nord, de 242 km² de superficie et 6 081 habitants.

Le président de la collectivité territoriale, Stéphane Artano, l'concède : « Parfois, quand je vais défendre nos dossiers à Paris, j'ai l'impression d'être un Martien. » Et des sujets, il y en a à débattre. L'archipel ne s'est jamais vraiment remis de l'effondrement de la pêche industrielle. Le contentieux avec le Canada sur les quotas de la morue est encore vécu comme une trahison de la France.

Commandes publiques

Alors, depuis le moratoire de 1992 limitant la zone de pêche, l'État écope. Saint-Pierre-et-Miquelon est le territoire le plus aidé de tout l'outre-mer par rapport à son nombre d'habitants. « L'économie locale est largement dépendante de la commande publique, notamment le BTP », explique Yann Caron, directeur de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM). 85 % des ri-



L'économie bleue est l'un des paris de l'archipel afin de trouver une ressource locale.

chesses viennent de l'activité tertiaire. »

Sans ce soutien, celui des fonds européens, le pouvoir d'achat des fonctionnaires (44 % des actifs) et leurs salaires indexés, le taux de chômage excéderait les 8,5 % actuels. Jean de Lizarraga, maire de Miquelon-Langlade, l'une des îles de l'archipel, le craint : « Un jour, cette aide publique diminuera. Il faut désenclaver notre économie. »

Des projets émergent comme la relance d'une filière pêche, le développement du tourisme, un projet de hub portuaire, l'appel aux investisseurs privés dans le domaine des nouvelles technologies ou encore une meilleure desserte maritime et aérienne.

Mais le climat politique souffle des vents contraires. Ces derniers mois,

le débat sur le statut de l'archipel envenime les relations entre la socialiste Karine Claireaux, sénatrice-maire de Saint-Pierre, et le président du conseil territorial Stéphane Artano (Les Républicains).

La première propose une collectivité unique « pour que la tête et les jambes de notre archipel fonctionnent ensemble ». Un projet soutenu par l'autre force politique, Cap sur l'avenir, présidée par Annick Girardin, actuelle ministre de la Fon-

ction publique et vice-présidente du Parti radical de gauche. Le second refuse cette fusion des communes avec le conseil territorial et préfère un dépoussiérage, mais après les élections de 2017. D'ici là, au mois de juin, le Premier ministre Manuel Valls se rendra sur l'archipel. Pour arbitrer ?

Valérie PURLAN.

Sur ouest-france.fr nos chroniques sur Saint-Pierre-et-Miquelon.

200 ans

Le 22 juin 1816, l'Angleterre céda officiellement Saint-Pierre-et-Miquelon à la France. Un petit coin de France, le seul en Amérique du Nord, à quelques milles nautiques du Canada et des États-Unis, composé de trois îles : Saint-Pierre, Miquelon et Langlade.

« Après le bac, c'est un billet d'avion »



Ces élèves de terminale S passeront le bac en juin. Dans l'archipel, le taux de réussite est de 100 %.

Au lycée Émile-Letournel de Saint-Pierre-et-Miquelon, les élèves de terminale bouclent leur dossier d'admission post-bac (APB). Pour les futurs bacheliers de l'archipel, « partir aux études », comme on dit ici, c'est forcément quitter le « caillou ». 30 % choisissent le Canada voisin, les autres rejoignent la métropole.

Beaucoup dans le Grand Ouest, à Rennes, Nantes, Brest. Ou à Caen, l'académie dont dépendent les établissements de l'île. « L'orientation se double ici d'une préparation au grand départ », explique Thierry Sibille, conseiller d'orientation psychologue. Il faut quitter sa famille, des amis et sortir de l'existence protégée d'un petit territoire. En sachant que l'on ne pourra pas vite revenir. »

Une vie privée moins publique

Le Canada rassure. « On baigne dans cette culture nord-américaine depuis tout petit », raconte Marion. Nos compétitions de sport, nos colonies se font là-bas. Pour moi, c'est donc logique d'y faire mes études. »

D'autres aspirent au grand saut.

« Ici, tout est petit et se sait, les étiquettes ont la vie dure. On a envie de vivre autrement », commente Luc. Il y a cette forte envie de « devenir personne », d'une vie privée moins publique, renchérit Quentin. Thomas rêve « de ciné, de bowling, d'aller au ski... Ici, on fait toujours les mêmes choses ».

Ils savent qu'ils regretteront aussi « cette qualité de vie et sécurité incroyables », précise Émilie. Chez nous, tu perds ta carte bancaire, on te la rapporte. » Partir, c'est aussi se choisir un boulot : « Moi, ce sera un aller simple, assène Alix. Dans l'archipel, tu es fonctionnaire ou dans le BTP. »

Actuellement, l'académie travaille à une refonte des filières professionnelles et imagine une offre post-bac adaptée au marché local. Car, faute d'emplois, la plupart des 250 étudiants annuels ne reviennent pas. Cette absence pèse lourd sur la démographie : la population baisse et l'archipel vieillit plus vite que la métropole. « On reviendra pour la retraite, c'est tellement tranquille », conclut Quentin.

V. P.

PAYEZ VOTRE ESSENCE MOINS CHER



TOUJOURS MIEUX TOUJOURS PLUS LOIN

En ce moment, chez Toyota, bénéficiez d'une prime exceptionnelle* sur les modèles essence.

Yaris France ESSENCE à 10 990 €⁽¹⁾

Auris Tendance ESSENCE à 14 990 €⁽²⁾

Verso Dynamic ESSENCE à 16 990 €⁽³⁾

Consommations mixtes (L/100 km) et émissions de CO₂ (g/km) : Yaris France 69 VVT-i : 4,3 et 99 / Auris Tendance 100 VVT-i : 5,5 et 128 / Verso Dynamic 132 VVT-i : 6,8 et 154. Données homologuées (CE).

*« Prime essence » exceptionnelle de 1 000 € valable pour toute commande dans le réseau Toyota participant en France, jusqu'au 31/05/2016, d'une Yaris, Auris ou Verso neuve en motorisation essence conventionnelle. (1) Soit par exemple un prix exceptionnel (TTC) conseillé de 10 990 € TTC pour une Yaris France essence 69 VVT-i 3 portes neuve, selon référence au tarif du 01/04/2016, déduction faite d'une remise de 2 610 € et de la « prime essence » de 1 000 €. (2) Prix exceptionnel (TTC) conseillé de l'Auris Tendance essence 100 VVT-i neuve, selon référence au tarif du 01/04/2016, déduction faite d'une remise de 4 010 € et de la « prime essence » de 1 000 €. (3) Prix exceptionnel (TTC) conseillé du Verso Dynamic essence 132 VVT-i neuf, selon référence au tarif du 01/04/2016, déduction faite d'une remise de 6 410 € et de la « prime essence » de 1 000 €. Offres non cumulables avec toute autre offre en cours, réservées aux particuliers jusqu'au 31/05/2016 dans le réseau Toyota participant en France.